

Polémique

autour de l'e-cigarette : comment sortir de l'idéologie ?

Jean-François Etter / Université de Genève

Si la plupart des spécialistes s'accordent à reconnaître que la cigarette électronique permet de réduire considérablement les risques et les dommages provoqués par la cigarette, la polémique autour de la e-cigarette reste vive. Pourquoi ? Conflits d'intérêts, réglementation excessive, manque d'études, d'information ? Le Pr Etter dresse un bilan sans complaisance du secteur et propose des pistes pour faire avancer le débat et sortir de l'idéologie.

« Il ne faut pas se tromper d'ennemi »

C'est ce que déclare d'entrée de jeu Jean-François Etter, « l'ennemi ce n'est ni le tabac ni la nicotine, c'est la combustion ». Et pour ceux qui auraient encore un doute, le chercheur rappelle la citation de Michael Russel : « Les gens fument pour la nicotine mais meurent à cause du goudron ». Le constat est sans appel : « c'est donc bien le goudron et la combustion dont nous devons nous débarrasser ». Rappelons que le risque lié à l'usage de la cigarette électronique est de 5 % de celui lié à la cigarette (www.sommet-vape.fr/wp-content/uploads/2016/03/1-2-Etter-Sommet-Vape-2016.pdf page 2).

« Dans un débat très idéologique, miné par les conflits d'intérêt où on utilise l'épidémiologie et la science comme une arme » Pour J.-F. Etter « il faut repenser la législation sur la nicotine dans la loi et dans la société. Actuellement, la nicotine est autorisée dans les produits les plus toxiques qui sont les produits à combustion. Dans de nombreux pays, elle est interdite dans tous les autres produits sauf dans les chewing-gum et les patchs nicotine ». Une approche jugée contre-productive par le chercheur. « Si on regarde la réglementation américaine qui est sortie le 5 mai 2016 et qui impose une pré-approbation pour ces produits – qui va coûter, selon la Food and Drug Administration (FDA), 300 000 dollars par référence (donc par arôme et par concentration de nicotine – plus une interdiction de publicité, plus une interdiction d'affirmer que ces produits sont moins dangereux que la cigarette, donc une interdiction de dire la vérité au public) on voit qu'on n'est pas dans la bonne direction ». Et le constat vaut aussi pour

l'Europe avec la nouvelle directive européenne « qui va s'appliquer dans les droits nationaux ce mois-ci, qui interdit aussi la publicité et impose des restrictions qui sont certainement une menace pour ce marché ».

Pour une approche plus pragmatique

J.-F. Etter plaide pour une approche de réduction des risques plus pragmatique, dénuée d'idéologie, « une approche basée sur les résultats qui prend d'abord en compte l'intérêt des consommateurs. Il s'agit de rencontrer les gens là où ils sont, d'éviter les principes rigides et l'idéologie et de mettre en place, une à une, des actions qui vont réduire les dommages à la population en évaluant à chaque fois les résultats ».

Une approche de la réduction des risques qui ne doit pas se limiter aux risques liés au produit mais doit aussi prendre en compte le nombre d'utilisateurs. « Si vous perdez des utilisateurs parce que vous améliorez le produit en interdisant les arômes ou en les limitant fortement, les dommages pour la population seront finalement plus importants ».

Face aux réglementations qu'il juge excessives, J.-F. Etter tire la sonnette d'alarme. Pour le scientifique, le risque aujourd'hui est d'étouffer l'innovation qui, pour la cigarette électronique, vient actuellement des petits entrepreneurs et celui de donner ce marché à Big Tobacco. « Big Tobacco est le seul intervenant qui aura les ressources nécessaires en scientifiques, en avocats, en lobbyistes pour franchir cette barrière insurmontable que la FDA et la directive européenne ont érigé autour de ce marché. On va donner ce marché au seul acteur qui peut survivre dans

¹ Alderman J Public Health Policy 2010; 31,1-16

² Bates C. E-cigarettes, vaping and public health. A summary for public makers. Febr 2015

un environnement aussi réglementé et où il est aussi coûteux d'entrer dans le marché. Donc en somme, on a « tué l'ennemi de son ennemi » avec une réglementation excessive. On a tué la concurrence de Big Tobacco ».

Pour l'expert, la polémique autour de la cigarette électronique et la difficulté à s'entendre tient à plusieurs facteurs : tout d'abord, une certaine rigidité d'esprit, une prédominance de la pensée de groupe, mais surtout un rejet de l'approche de réduction des risques. « Je crois que ça caractérise particulièrement l'approche américaine, c'est-à-dire une opposition d'ordre idéologique à l'usage de la nicotine pour des raisons purement récréatives sauf si elle est fumée bizarrement et la promotion de l'idée que l'abstinence seulement est légitime et que toute autre approche ne mérite pas d'être défendue »¹.

Un autre élément important est le fait que c'est un changement qui ne vient pas de la science. « Ce n'est pas initié comme d'habitude par Big Pharma, c'est-à-dire par des études scientifiques qui viennent pas à pas étayer la sécurité et l'efficacité du produit... Il y a une réticence à accepter l'irruption de nouveaux acteurs, surtout si ces nouveaux acteurs ne parlent pas avec les mêmes codes, ne parlent pas le même langage scientifique. Il y a une hostilité d'ordre idéologique au secteur privé, il y a une préférence pour le paternalisme, les restrictions, les interventions de l'État aussi qui peuvent motiver une opposition à une approche différente qui vient du marché, qui vient de la base. Il y a des conflits d'intérêt ».

Des conflits d'intérêt qui ne sont pas que financiers et concernent en particulier les auteurs de ces réglementations. « Leur priorité c'est leur carrière, affirme J.-F. Etter, et de ne pas mettre à risque leur administration ou le ministre au-dessus d'eux. Ça passe avant tout, avant la santé publique. Il y a aussi les conflits d'intérêt qui tiennent à un statut social à défendre. ». Sans oublier les liens qui existent entre les scientifiques et l'industrie pharmaceutique : « c'est un conflit d'intérêt puisque le marché des substituts nicotiniques a été fortement réduit

à cause de la cigarette électronique ». Qui plus est aux États-Unis, il est plus facile d'obtenir un budget pour faire de la recherche sur les cigarettes électroniques, si vous vous adressez au National Institute of Health (NIH) un projet à charge plutôt qu'un projet en défense étant donné l'idéologie ambiante. « Donc on a des projets de recherche qui restent axés sur la quête des subventions et la quête des publications plutôt que sur la quête de la découverte des faits. C'est aussi un conflit d'intérêt. »². Dans ce débat où la science et l'épidémiologie sont souvent utilisées comme « des armes », J.-F. Etter met en garde contre « la mauvaise science » (fausses informations, mauvaise interprétation des résultats, confusion entre corrélation, cause et causalité, échantillons trop petits, non représentatifs, absence de groupe témoin, etc.) et l'arrivée des marchands du doute. Selon une enquête de Toolkit Study (figure 1), seule une minorité des fumeurs britanniques pensent que les cigarettes électroniques sont moins dangereuses que la cigarette. Il est donc urgent d'informer, d'éduquer le public, mais aussi les législateurs, les politiciens, les journalistes et les professionnels de la santé.

« En fait on retient l'information, on désinforme. Aux États-Unis, il est interdit de dire que la cigarette électronique est moins dangereuse que la cigarette. La directive européenne interdit la publicité, ce qui est aussi une interdiction de communiquer une information, et impose de dire que ce produit contient de la nicotine qui est une substance hautement addictive. Alors imposer de coller ça sur tous les emballages n'est pas correct parce que la nicotine est addictive quand elle est fumée mais pas quand elle est sous la forme d'un patch de nicotine. Personne n'est accro au patch de nicotine ».

Un réquisitoire qui ne devrait pas manquer de faire réagir. Et ce conseil lancé au monde scientifique : « Soyez disposé à changer d'avis, ce n'est pas honteux d'avoir eu tort et de changer d'avis. C'est le principe de la science. À quoi bon produire de la science si on n'est pas prêt à changer d'avis ? »

Figure 1. Résultats d'une enquête de Toolkit Study sur des fumeurs britanniques

N = 4 584 fumeurs actuels

